



# Examen de l'accès à l'information

Présentation dans le cadre de l'atelier national de recherche sur les revendications

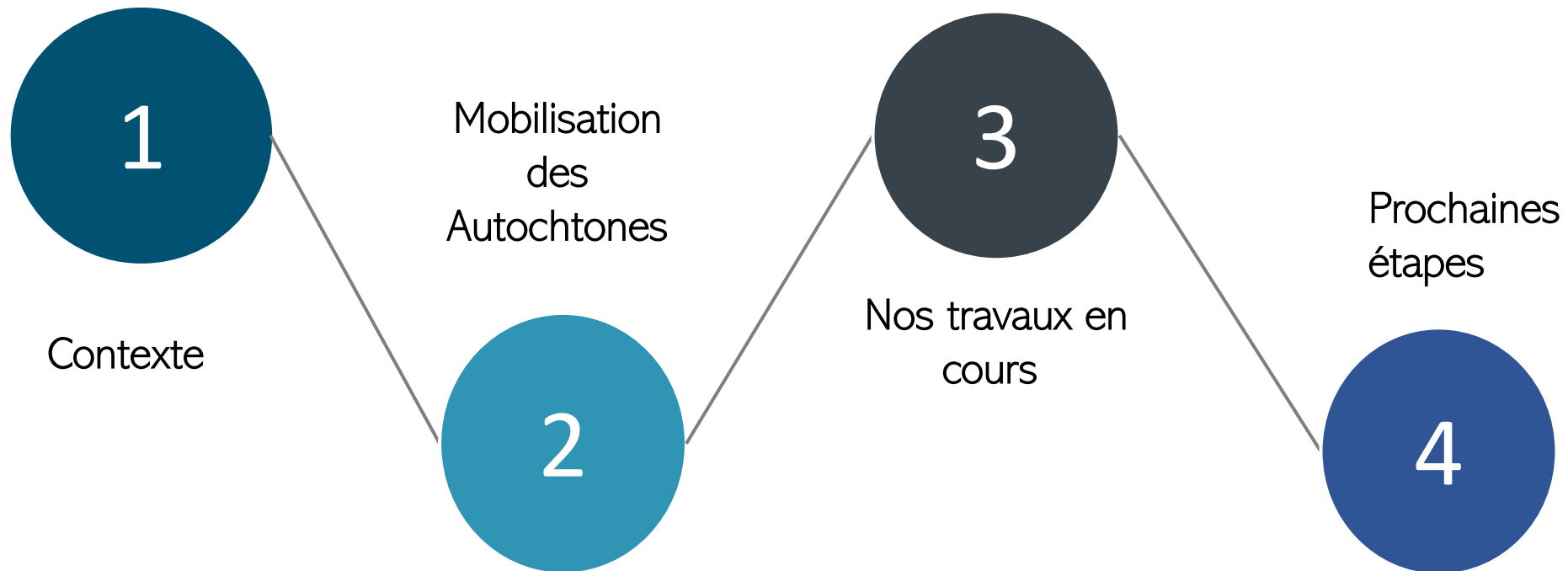
*Le 19 octobre 2022*

Charles Taillefer

Directeur exécutif, Division de la Politique sur l'accès à l'information et du rendement (DPAIR),  
Bureau de la dirigeante principale de l'information

# Ordre du jour

---



# Contexte

## Projet de loi C-58 (2019)

## Examen de l'accès à l'information (de 2020 à aujourd'hui)

## Renforcement des relations (En cours)

### Projet de loi C-58

- Les peuples autochtones estiment qu'ils n'ont pas été suffisamment consultés et que le processus va à l'encontre de l'engagement du Canada à l'égard d'une relation de nation à nation.
- Les enjeux auxquels sont confrontés les peuples autochtones en matière d'accès à l'information n'ont pas été pris en compte lors de l'élaboration du projet de loi.
- Au cours du processus d'élaboration du projet de loi C-58, nous nous sommes spécifiquement engagés à consulter les peuples autochtones afin de répondre à leurs enjeux et préoccupations uniques en matière d'accès à l'information.

### Examen de l'accès à l'information

- La mobilisation publique a pris fin en août 2020. La mobilisation des Autochtones a eu lieu du printemps à l'automne 2022.
- Le premier examen complet de l'accès à l'information visait l'examen des enjeux auxquels sont confrontés les peuples autochtones en matière d'accès à l'information.
- Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) a accepté les observations par écrit et a tenu des réunions bilatérales.

### En cours

- Comment faire participer de façon continue les groupes et les représentants autochtones afin de déployer les efforts nécessaires pour régler les questions touchant l'accès à l'information?

# Mobilisation des Autochtones

À la suite du lancement de l'examen en juin 2020 :

- La présidente du Conseil du Trésor a invité les cinq organisations autochtones nationales (OAN) à participer à l'examen.
- La SMA a également invité 12 organisations autochtones (OA) ayant une expertise technique et un intérêt pour l'accès à l'information à participer à l'examen.
- La présidente du Conseil du Trésor a également invité 36 détenteurs de traités modernes et d'ententes d'autonomie gouvernementale.

Depuis cette mobilisation, le SCT a cumulativement

- reçu 8 soumissions officielles de la part d'organes directeurs et d'organisations autochtones;
- tenu des réunions bilatérales avec trois OAN, quatre OA et quatre organes directeurs autochtones;
- observé 10 réunions bilatérales avec des OAN/OA organisées par Justice Canada concernant la modernisation de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*.



# Nos travaux en cours

## ACTIVITÉS PRINCIPALES

- Nous avons publié une orientation sur la mise en œuvre pour aider à relever les défis indiqués lors des consultations interinstitutionnelles.
- Nous avons élaboré des outils de formation cohérents à l'échelle du gouvernement pour soutenir les collectivités de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels.
- Nous avons dirigé les efforts de déclassification avec Sécurité publique Canada et d'autres institutions afin de promouvoir la transparence et d'améliorer l'accès à l'information liée à la sécurité nationale.

## MISES À JOUR DU SDAL

- Au cours de l'été, nous avons lancé une nouvelle version de la plateforme du [Service de demande d'AIPRP en ligne \(SDAL\)](#).
- Le budget de 2021 prévoit 12,8 millions de dollars pour soutenir les améliorations.  
Améliorations:
  - Création de comptes d'utilisateurs sécurisés où l'information de base peut être sauvegardée pour une utilisation ultérieure.
  - Suivi des demandes en temps réel.
  - Réception de l'information demandée au moyen de la plateforme.

## LDNUDPA

- Nous travaillons à la mise en œuvre de la *Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (LDNUDPA) sous la direction de Justice Canada.
- Nous suivons un processus intérimaire comprenant des étapes d'évaluation de la LDNUDPA en lien avec les enjeux auxquels sont confrontés les peuples autochtones, de même que les initiatives législatives ou réglementaires fédérales.
- Nous accordons la priorité à la consultation et la coopération.

# Prochaines étapes

## Rapport « Ce que nous avons entendu » des Autochtones



- Publication prévue pour la mi-décembre 2022.
- Met en relief l'information obtenue du processus de mobilisation et des examens des enjeux.
- Les enjeux soulevés à ce jour comprennent la définition de gouvernement autochtone dans la loi, le droit d'accès des peuples autochtones et la souveraineté des données.

## Le Rapport final



- La présidente soumettra le rapport au Parlement en 2022.
- Aperçu du contexte numérique actuel du régime de la *Loi sur l'accès à l'information*.
- Présente des initiatives éventuelles pour améliorer les services aux Canadiens, renforcer la confiance et la transparence, et faire progresser la réconciliation.

## Constatations



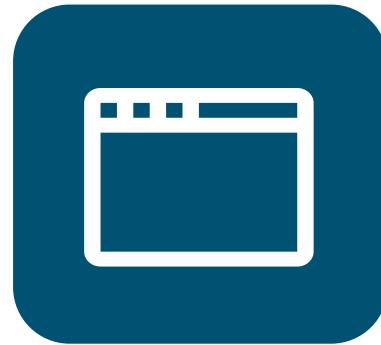
- De nombreux enjeux se résument au délai de traitement des demandes et à la quantité d'informations divulguées.
- Les améliorations pourraient porter sur le flux d'activités de l'accès à l'information ou la résolution des problèmes systémiques.
- Possibilité de tirer parti du travail effectué dans le cadre d'un gouvernement ouvert.

# Pour communiquer avec nous

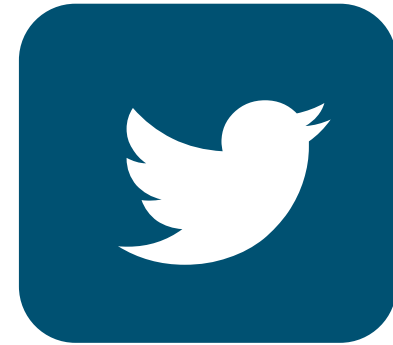
Nous accueillons favorablement vos commentaires et sommes impatients de continuer à travailler avec vous à l'amélioration de l'accès à l'information pour les peuples autochtones.



[reviewingatia.revisionlai@tbs-sct.gc.ca](mailto:reviewingatia.revisionlai@tbs-sct.gc.ca)



<https://atiareview.ca>



[@TBSCanada](#) / [@SCT\\_Canada](#)